



CENTRE D'INVESTIGATIONS PREVENTIVES ET CLINIQUES - I.P.C.

Association Loi 1901

6 rue de la Pérouse
75784 PARIS CEDEX 16

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Le 29 mai 2024



**Passionnement
engagé.**

CENTRE D'INVESTIGATIONS PREVENTIVES ET CLINIQUES - I.P.C.

Exercice clos le 31 décembre 2023

**Rapport du Commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Aux Membres,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CENTRE D'INVESTIGATIONS PREVENTIVES ET CLINIQUES - I. P. C. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des Articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de votre Association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Versailles, le 29 mai 2024.


BDO IDF
Représentée par Philippe BENECH
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

CENTRE D'INVESTIGATIONS PREVENTIVES ET CLINIQUES

BILAN ACTIF AU 31 Décembre 2023

ACTIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	21 636.00	21 636.00	0.00	0.00
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	191.36		191.36	191.36
Total I	21 827.36	21 636.00	191.36	191.36
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	995 208.80		995 208.80	527 365.00
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres				0.00
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	391 056.11		391 056.11	643 044.93
Charges constatées d'avance	2 781.62		2 781.62	259.59
Total II	1 389 046.53	0.00	1 389 046.53	1 170 669.52
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 410 873.89	21 636.00	1 389 237.89	1 170 860.88

CENTRE D'INVESTIGATIONS PREVENTIVES ET CLINIQUES

BILAN PASSIF AU 31 Décembre 2023

PASSIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	89 528.39	89 528.39
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	307 779.62	304 076.21
Excédent ou déficit de l'exercice	-35 988.96	3 703.41
Situation nette (sous total)	361 319.05	397 308.01
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	361 319.05	397 308.01
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II	0.00	0.00
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III	0.00	0.00
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
Total III bis	0.00	0.00
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	21 496.66	18 010.00
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	995 922.18	732 792.87
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	10 500.00	22 750.00
Total IV	1 027 918.84	773 552.87
Ecart de conversion Passif (V)	0.00	0.00
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	1 389 237.89	1 170 860.88

CENTRE D'INVESTIGATIONS PREVENTIVES ET CLINIQUES

COMPTE DE RESULTAT exercice du 1er janvier au 31 Décembre 2023

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	6 521 798.80	6 334 090.44
Subventions	21 250.00	12 000.00
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	35 020.93	72 286.70
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	1.03	504.11
Cotisations	7 390.00	2 475.00
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits		
Total I	6 585 460.76	6 421 356.25
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	357 411.88	375 288.27
Variation de stock	29 757.00	4 833.43
Autres achats et charges externes	1 651 685.12	1 599 631.75
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	493 797.72	448 672.29
Salaires et traitements	2 702 294.70	2 652 376.82
Charges sociales	1 298 929.29	1 323 403.86
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux provisions	0.00	46 183.60
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	104 331.44	532.16
Total II	6 638 207.15	6 450 922.18
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	-52 746.39	-29 565.93

CENTRE D'INVESTIGATIONS PREVENTIVES ET CLINIQUES

PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	8 758.88	1 613.68
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	8 758.88	1 613.68
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 032.27	262.19
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	1 032.27	262.19
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	7 726.61	1 351.49
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-45 019.78	-28 214.44
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	0.00	0.00
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	6 745.90	31 917.85
Total V	6 745.90	31 917.85
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	-2 284.92	0.00
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	9 030.82	31 917.85
Participation des salariés aux résultats (VII)	0.00	0.00
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0.00	0.00
Total des produits (I + III + V)	6 600 965.54	6 454 887.78
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	6 636 954.50	6 451 184.37
SOLDE INTERMEDIAIRE		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	-35 988.96	3 703.41
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL		



**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
de l'exercice clos au 31 décembre 2023**

<p>ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS de l'exercice clos au 31 décembre 2023</p>
--

Total du bilan : 1 389 237.89 Euros

Résultat de l'exercice : - 35 988.96 Euros

Le Centre d'Investigations Préventives et Cliniques - IPC a pour objet :

- de développer dans le domaine de la Santé avec le concours du corps médical, la prévention individualisée,
- de promouvoir à cet effet les techniques de mesures et d'évaluation applicables à l'individu et à la collectivité, et ce dans le respect de l'éthique et de la déontologie médicale,

Le Centre d'Investigations Préventives et Cliniques dispose de 6 sites dont 1 à Paris et 5 en région parisienne dédiés aux populations en vulnérabilité sociale (PUMa, CMU, CMU-C, RSA, CDD, personnes en recherche d'emploi...).

L'activité principale d'IPC est l'Examen de Prévention en Santé. Cet examen est un ensemble d'examens médicaux réalisable par tous les assurés sociaux sous certaines conditions énoncées et financé par l'assurance maladie. Il suit un référentiel strict.

Un accent particulier est porté sur les populations ayant des difficultés d'accès au système de santé ou en période de difficultés sociales.

En complément des Examens de Prévention en Santé sont réalisés :

- Des ateliers post-bilan, pour les patients souffrants de pathologies chroniques (Diabète de type 2, BPCO, Risques de Maladies cardio-vasculaires),
- Des ateliers de sensibilisation et d'éducation en santé (jeunes de 16 à 25 ans, tabac, surpoids, activité physique),
- Le rattrapage vaccinal,
- Le dépistage organisé des cancers,
- Le dépistage Chlamydiae,
- Le dépistage Papillomavirus (HPV).

IPC participe également à l'étude Nationale CONSTANCES en partenariat avec l'INSERM.

Ces activités sont réalisées grâce à l'équipe pluridisciplinaire et les moyens matériels mis à disposition par le Groupement d'intérêt économique dont l'Association est membre.

IPC possède également un Conseil Scientifique constitué de Médecins et Professeurs Hospitalo-universitaires.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

- SAGES2 :

Le cahier des charges et la mise en place de SAGES2 a rencontré de nombreux obstacles en 2023. La mise en place de SAGES sera effectuée en mars 2024.

I. MODES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis conformément au règlement de l'autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des dits comptes annuels, du règlement ANC N°2020-08 et 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice			Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
	Montant global avant règlement ANC 2018-06	Impact du règlement ANC 2018-06	Montant global avec règlement ANC 2018-06 au 01/01/2023				
Fonds associatifs sans droit de reprise							
Fonds propres sans droit de reprise	89 528.39		89 528.39				89 528.39
Fonds associatifs avec droit de reprise							
Fonds propres avec droit de reprise							
Ecart de réévaluation sur biens sans droit de reprise							
Ecart de réévaluation sur biens avec droit de reprise							
Ecart de réévaluation							
Réserves							
Report à nouveau	304 076.21		304 076.21	3 703.41			307 779.62
Excédent ou déficit de l'exercice	3 703.41		3 703.41	-3 703.41		35 988.96	-35 988.96
Situation nette	397 308.01		397 308.01	0.00	0.00		361 319.05
Fonds propres consommables							
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables							
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées							
Droit des propriétaires-commodat							
TOTAL	397 308.01	0.00	397 308.01	0.00	0.00	35 988.96	361 319.05

II. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Aucun frais d'établissement n'a été comptabilisé au cours de l'exercice.

III. COUT DE PRODUCTION DES IMMOBILISATIONS

L'Association n'a produit aucune immobilisation pour elle-même.

IV. MOUVEMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISE

Les mouvements des immobilisations incorporelles et corporelles sont reproduits dans les tableaux ci-après.

IMMOBILISATIONS	Valeur Brute au 01/01/2023	Acquisitions ou virements	Valeur Brute au 31/12/2023
Immobilisations incorporelles	21 636,00	-	21 636,00
Immobilisations corporelles	0,00	-	0,00
Dépôts et cautionnements	191,36	-	191,36
Total des immobilisations	21 827,36		21 827,36

V. AVANCES ET CREDITS AUX DIRIGEANTS DE L'ASSOCIATION

Aucune avance et aucun crédit n'ont été consentis aux dirigeants sociaux au cours de l'exercice.

VI. METHODES DE CALCUL DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS**1 - AMORTISSEMENTS**

Les résultats des calculs des amortissements figurent dans les tableaux ci-inclus.

L'amortissement économique a été pratiqué selon les modalités suivantes :

- Logiciels : 12 mois linéaire
- Installations et Agencements : 3 à 5 ans linéaire
- Matériel médical et de laboratoire : 3 à 10 ans linéaire ou dégressif
- Matériel, mobilier de bureau : 5 à 10 ans linéaire
- Matériel informatique : 3 à 5 ans dégressif

Pour les biens acquis à compter du 1^{er} janvier 2001, les taux d'amortissement dégressif sur 3 et 5 ans ont été portés par l'Administration à 41.67 et 35 %.

Conformément à la décision du CA du 3 avril 2009 ratifiée par l'Assemblée Générale du 28 avril 2009, les immobilisations corporelles et incorporelles ont été transférées partiellement à IPC GIE.

AMORTISSEMENTS	Montant au 01/01/2023	Dotations de l'exercice	Montant au 31/12/2023
Immobilisations incorporelles	21 636,00	--	21 636,00
Immobilisations corporelles	0,00	--	0,00
Total des amortissements	21 636,00	--	21 636,00

VII. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE, PRODUITS A RECEVOIR SUR CREANCES

1 – CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 2 781.62 €.

2 - PRODUITS A RECEVOIR SUR CREANCES

- Néant

VIII. DOTATION EN FONDS PERMANENTS

1 – FONDS PERMANENTS

L'exercice se solde par un résultat négatif de 35 988.96 €, portant ainsi les fonds permanents à la somme de 361 319.05 €.

2 – RESULTAT

Le résultat de l'exercice est négatif de 35 988.96 €.

3 - LE PROJET ASSOCIATIF

Aucun projet n'était en cours sur l'année 2023.

4. FONDS DEDIES

Les fonds dédiés sont en accord avec les recommandations du règlement ANC 2018-06.

- Néant

IX. DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

- Néant

X. COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 10 500 € et correspondent à deux subventions reçues de l'ARS pour le département des Yvelines, non encore engagées dans des actions de prévention en faveur de public fragilisé dit "Invisible" n'entrant pas dans le cadre du recrutement habituel des assurés sociaux du Régime Général de l'Assurance Maladie fréquentant le Centre.

CHARGES A PAYER

- Dettes Fournisseurs et comptes rattachés pour 21 496.66 €

XI. ECHEANCE DES CREANCES ET DES DETTES

DETTES FINANCIERES

- Néant

AUTRES DETTES

Il a été conclu une convention de refacturation entre IPC et IPC GIE.

Les comptes Créiteurs divers représentent les créances sur IPC GIE, et d'autres tiers se décomposent comme suit :

IPC GIE – Solde sur répartition des charges du GIE	995 922.18 €
TOTAL	995 922.18 €

CREANCES

CPAM verst de décembre	527 366.00 €
CPAM produit à recevoir	189 840.00 €
TOTAL	717 206.00 €

XII. CREDIT –BAIL

- Néant

XIII. ENGAGEMENTS

Aucun engagement et notamment en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées n'a été contracté au profit des dirigeants des organes d'administration, de direction ou de surveillance.

XIV. ACTIVITE

Activité CPAM

La convention selon les termes de la COG 2023 – 2027 n'est toujours pas actée entre la CNAM et la CPAM. Nous avons vu nos objectifs évoluer durant l'année 2023, au gré des accords signés.

Concernant l'année 2023, les objectifs annoncés étaient les suivants :

- ⇒ Augmentation du Budget global de 3 %,
- ⇒ L'objectif des populations précaires était de 62 %,
- ⇒ L'objectif pour les primo-accédants était de 62 % du volume total,
- ⇒ L'objectif des inclusions ETP reste porté à 250 ETP.

Comme l'an passé le Centre a fait le nécessaire pour la sécurité des patients et des collaborateurs (désinfection des locaux, organisation des accueils, approvisionnement des protections individuelles (Plaques en plexiglass, masques, gel hydro-alcoolique, bactéricide, purificateurs d'air..)).

Parallèlement aux EPS réalisés, le Centre IPC continue de participer à l'étude nationale épidémiologique CONSTANCES avec la mise en place de la Biobanque dédiée à cette étude. IPC poursuit la réalisation des ateliers thérapeutiques DT2 (Diabète de type II), BPCO (Broncho-Pneumopathie Chronique Obstructive), MCV (Maladies Cardio Vasculaires), des ateliers d'Education En Santé, en respectant les objectifs de priorité pour les populations précaires, ceux de l'éducation sanitaire et des actions de relai d'informations auprès des assurés.

- EPS

17 569 Examens de Prévention en Santé ont été effectués sur le site de PARIS pour le compte de la CPAM de Paris, dont 1 092 EPS CONSTANCES.

- Sites distants

Dans les sites distants ont été réalisés respectivement :

- ↳ Département des Yvelines, 2 158 EPS réalisés sur le département

- 909 Examens de Prévention en Santé sur Trappes,
- 1 249 Examens de Prévention en Santé sur Mantes la Jolie.

- ↳ Département du Val d'Oise, 2 003 EPS réalisés sur le département

- 1 249 Examens de Prévention en Santé sur Argenteuil,
- 754 Examens de Prévention en Santé sur Cergy.- Centre fermé 4 mois –

- ↳ Département de l'Essonne, 1 049 EPS réalisés sur le département

- 1 049 Examens de Prévention en Santé sur Corbeil-Essonnes.

- 250 Ateliers thérapeutiques du patient (ETP) ont été réalisés

- DT2 : 143 inclusions
- BPCO : 6 inclusions
- MCV : 101 inclusions

- Populations Précaires au score EPICES ≥ 30

Les populations précaires (score EPICES ≥ 30) représentent un volume de 14 331 patients.

- L'Etude Nationale CONSTANCES (CONSULTANTS des Centres d'Examen de Santé).

L'Etude CONSTANCES, qui a pour objet principal l'étude des déterminants professionnels et sociaux de la santé, a démarré au cours du second trimestre 2012, et 1 092 personnes ont été incluses dans le protocole de cette étude en 2023.

Budget

La dotation a été notifiée le 5 décembre 2018 pour les années 2018 à 2022. Le dernier douzième de l'exercice 2023 sera versé en totalité puisque nous avons réussi nos objectifs. La dotation de décembre d'un montant de 527 366 € ainsi que la réévaluation de 189 840 € seront versées en juin et ce après la commission paritaire.

La dotation globale de l'exercice 2023 octroyée par la CPAM de PARIS est la somme totale de **6 518 232 Euros**

Subvention ARS

Sur les antennes de Trappes et de Mantes ont été réalisés des examens de Prévention en Santé pour des publics dits invisibles en situation de très grande précarité, repérés et orientés par la coopérative d'acteurs (ACR, PSP, IPS et IPC).

53 Examens de Prévention ont été réalisés en 2023, portant le montant des subventions consommées ARS à 21 250 €.

XV. PROVISIONS

Provisions pour risques

Une reprise de provision pour risques d'un montant de 40 692.68 € a été comptabilisée. Cette dotation provient de la refacturation des charges d'IPC GIE.

XVI. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Néant

XVI. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires figurant au compte de résultat de l'exercice pour nos commissaires aux comptes s'élève à 13 596 € et se décomposent comme suit :

	BDO
Honoraires afférents à la certification des comptes	13 596,00 €
Honoraires afférents aux autres services	-